22 et 23 mars **4es États généraux de la Révolution numérique**

COMMUNISTES



10 propositions pour la France

- **Une vidéo de Fabien Roussel lors de l'initiative du 16 mars**
- **Extraits du rapport au CN d'Igor Zamichiei** (p. 4)
- **Article de Christian Picquet** (p. 3)



Jean-Louis Olivier

L'AIR DU TEMPS

BHL et Malraux

Le malheur de BHL, c'est qu'il n'est pas Malraux. Il fait pourtant des efforts. Le look. La coupe. Le phrasé. Mais ça ne marche pas. Exemple : il vient de se lancer dans la campagne des élections européennes et s'en va dire, aux quatre coins de l'Europe, la bonne parole de Macron. À Milan, le 5 mars dernier (où, entre parenthèses, il s'est bien gardé de reparler de Cesare Battisti dont il s'était entiché quand c'était encore à la mode), à Milan donc, il a mimé Malraux discourant sur Jean Moulin au Panthéon. Mais BHL discourait, lui, sur Hergé, le père de Tintin… et sans doute de l'Europe aux yeux de notre « philosophe ». Cela donna : « Entre ici, à Moulinsart, avec ton prodigieux cortège… ». Texto. « BHL sort la grosse artillerie et grossit le trait, lui qui a toujours voulu mettre ses pas dans ceux d'écrivains engagés », note *Le Figaro* bien complaisant. En fait BHL, quand il veut faire Malraux, fait plutôt le mariole. ✪

Gérard Streiff



AGENDA MILITANT

Mercredi 20 mars 20 h : Meeting de Ian Brossat à l'espace des rencontres, rue Émile-Zola, Montataire (60)

20 mars 18 h 30 : Soirée Europe avec Marie-Pierre Vieu, 4 avenue de la Marne, Tarbes (65)

21 mars-24 mars : Vente militante de *l'Humanité dimanche*

Jeudi 21 mars : Journée internationale contre le racisme et la xénophobie

21 mars : Manifestations contre la hausse des frais et pour l'université ouverte !

21 mars 20 h : Conférence-débat avec Jean-Yves Camus : Pourquoi la montée des extrêmes droites en Europe ? salle de l'Oiselière, 144 rue d'Isaac, Le Mans (72)

Vendredi 22 mars 19 h : Grand banquet fraternel des communistes de Bagneux (92) avec Ian Brossat, salle des fêtes Léo Ferré, 1 rue Charles-Michels

22 mars : Soirée européennes avec Francis Wurtz et Geneviève de Gouveia, candidate, à la maison des associations (derrière la Clinique St-Odilon), Moulins (03)

Vendredi 22-samedi 23 mars : Les Etats généraux de la révolution numérique, Espace Niemeyer, Paris 19e (www.egrn.fr)

Samedi 23 mars 17 h : Pour le droit au retour des réfugiés palestiniens, école Carnot, 11 rue Carnot, Noisy-le-Sec (93)

23 mars 19 h 30 : Les découvertes du *Travailleur alpin,* L'Ampérage, 163 cours Berriat, Grenoble (38)

Samedi 23 mars 12 h Inauguration par Fabien Roussel des nouveaux locaux de la fédération d'Indre-et-Loire (37)

Lundi 25 mars 18 h : Rencontre avec Bernard Friot, université Paris VIII Saint-Denis (93)

25 mars : Israeli Apartheid Week 2019, "Cessez d'armer le colonialisme", université Stendhal, Grenoble (38)

Mardi 26 mars 20 h : Soirée-débat autour du documentaire "Maurice Audin : la disparition", cinéma de Palaiseau (91)

Mercredi 27 mars 18 h 30 : Mercredi rouge : les luttes paysannes au Venezuela, 3 place des Grès, Paris 20e

Jeudi 28 mars : Projection-débat autour du documentaire "Main basse sur l'énergie", salle Gérard Philipe, Vénissieux (69)

Samedi 30 mars 19 h : Fêtes de l'Avenir, meeting européennes, carrefour 18, 7 rue d'Espagne, Rennes (35)

30 mars : Dernier jour pour s'inscrire sur les listes électorales

Pour connaitre davantage d'initiatives, consulter le site www.PCF.fr http://www.pcf.fr/actions

Dix propositions pour une issue progressiste à la crise

Le Parti communiste français vient de rendre publiques, ce 16 mars, dix propositions pour la France. Il l'aura fait au cours d'un rassemblement à Paris, alors que s'achevait officiellement le « grand débat national » lancé par le Président de la République, et à l'occasion d'une délégation qui les aura remises au Premier ministre. Il est, à ce jour, le seul à gauche à avoir choisi une telle démarche.

Notre pays vit, depuis des mois, au rythme d'une immense colère sociale. L'immense majorité de Français aspirent à en finir avec une politique outrageusement favorable aux actionnaires et à la finance. Confronté à des mobilisations multiples et à un mouvement des « gilets jaunes » qui ne renonce pas à occuper la rue de semaine en semaine, le pouvoir aura dû se résoudre à l'organisation du fameux « grand débat », qui ne figurait nullement dans sa feuille de route initiale.

Sans doute a-t-il imaginé qu'il parviendrait à dévoyer les attentes qui allaient s'exprimer, pour mieux persister dans son cap libéral. À preuve, on aura vu Édouard Philippe suggérer de soumettre les aides sociales à des travaux obligatoires, ou le délégué général de la République en marche évoquer une deuxième journée de travail gratuit pour financer la dépendance. Pari perdu ! À travers quelque deux millions de doléances, dans des centaines de débats, grâce aux *Cahiers d'espoir* mis à disposition par les communistes, sur Internet, ce sont les exigences de justice sociale, de justice fiscale, de justice climatique, de services publics accessibles à tous, d'égalité des territoires, de démocratie qui auront été porté.

Au contact quotidien de nos concitoyens, engagés dans chacune de leurs luttes pour vivre dignement et être respectés, nous n'ignorions rien de ces attentes. Nous avons donc fait le choix de ne pas laisser étouffer leurs voix. De nous engager dans tous les échanges citoyens. De les susciter chaque fois que possible. De permettre à toutes et tous de parler de leur quotidien et des solutions qu'ils appelaient de leurs vœux.

En sont issues dix mesures d'urgence. Pour l'augmentation des salaires et du pouvoir d'achat, avec la proposition d'une hausse de 20 % du SMIC et de retraites portées à 1400 euros minimum. Pour une protection sociale étendue, avec l'objectif de soins remboursés à 100 % et de pensions indexées sur le salaire moyen. Pour en finir avec la destruction de nos services publics, avec l'exigence d'un grand plan de reconstruction de ceux-ci, au plus près des citoyens. Pour une banque publique au service d'investissements créateurs de richesses et d'emplois, avec l'idée de nationaliser un grand établissement financier privé. Pour un véritable développement social et écologique, avec deux mesures s'ordonnant autour de la priorité à donner aux transports collectifs publics (et au doublement de la part du fret ferroviaire) et la rénovation énergétique d'un million de logements. Pour une fiscalité plus juste et progressive, avec la proposition de supprimer la TVA sur les produits de première nécessité et d'instaurer quatre nouvelles tranches d'impôt. Pour faire rentrer des milliards d'euros dans les caisses publiques, avec les objectifs liés de rétablissement de l'ISF, de taxation des revenus financiers des entreprises et des banques, de suppression du CICE pour en réorienter les montants vers les PME et TPE, d'une lutte effective contre l'évasion fiscale. Pour une République libérée de la monarchie présidentielle, avec la nécessité posée de donner davantage de pouvoirs aux représentants du peuple au Parlement, d'instaurer un droit d'intervention citoyenne grâce à un référendum d'initiative populaire, de permettre aux salariés de décider à l'entreprise. Pour sortir de l'austérité, avec le besoin affirmé d'en terminer avec les contraintes antidémocratiques du pacte budgétaire européen.

Loin de reprendre tout le programme de notre parti, ces propositions constituent une première synthèse de ce que nous avons retiré de la parole de nos concitoyens. Elles entendent aider à la construction du rapport de force qui mettra définitivement en échec le macronisme. Contribuer à la perspective politique et aux rassemblements qui font tant défaut aux mobilisations. Œuvrer, pour cela, à un vaste débat, à gauche et avec les organisations du mouvement social. Il s'agit maintenant de les faire connaître et partager, de les soumettre à la plus large réflexion collective. ✪

Christian Picquet
Membre du Comité exécutif national



10 PROPOSITIONS POUR LA FRANCE

POUR UNE VIE DIGNE ET ÉPANOUIE

1 Hausser le Smic (20%), augmenter les salaires et les minima sociaux. Contraindre les entreprises à l'égalité professionnelle femmes-hommes. Porter les retraites à 1400 euros minimum

2 Organiser un plan de lutte contre l'exclusion et la grande pauvreté Rembourser les soins à 100%, indexer les retraites sur le salaire moyen

POUR LA RELANCE ET POUR L'ÉGALITÉ

3 Lancer un grand plan d'urgence et de reconstruction des services publics

4 Nationaliser une grande banque privée, au service de l'emploi, de la renaissance industrielle et de la transition écologique

POUR LA PLANÈTE ET LE CLIMAT

5 Prioriser les transports collectifs publics, avec extension de la gratuité pour les transports locaux. Doubler la part du fret ferroviaire, contre le tout-route

6 Rénover énergétiquement un million de logements et les bâtiments publics

POUR LA JUSTICE FISCALE

7 Supprimer la TVA sur les produits de première nécessité, rendre l'impôt plus juste et progressif

8 Rétablir l'ISF, taxer les dividendes. Atteindre le zéro fraude fiscale. Supprimer le CICE et réorienter cet argent vers les PME et TPE

POUR UNE RÉPUBLIQUE D'INTERVENTION CITOYENNE

9 Rendre le pouvoir au Parlement contre la monarchie présidentielle. Instaurer un référendum d'initiative populaire. Mettre en place des pouvoirs décisionnels des salariés à l'entreprise

POUR EN FINIR AVEC L'AUSTÉRITÉ EUROPÉENNE

10 Sortir du pacte budgétaire européen : priorité aux dépenses sociales et écologiques

« 71 jours pour l'Europe des gens contre l'Europe de l'argent ! »

Igor Zamichiei présentait devant le Conseil national, le 16 mars dernier, le rapport intitulé « 71 jours pour l'Europe des gens contre l'Europe de l'argent ». Il aborda successivement trois enjeux : comment porter les exigences du mouvement populaire dans la campagne européenne ; comment améliorer l'identification de la liste ; comment élargir le rassemblement.

« Dans la phase de montée en puissance du mouvement populaire, observe le rapporteur, la classe dominante, au sein du pouvoir politique, des hauts revenus et du grand patronat, a eu peur, très peur, pour ses privilèges, comme elle n'avait pas eu peur depuis longtemps. Ce mouvement a déjà réussi à bouleverser le quinquennat d'Emmanuel Macron. (…) Il est le lieu d'une formidable politisation populaire sur des enjeux majeurs. La question du pouvoir d'achat, les questions sociales, fiscales, l'enjeu écologique et démocratique ont depuis plusieurs mois envahi le débat public. Ce mouvement est parvenu à bloquer l'agenda présidentiel, à imposer à Emmanuel Macron des premiers reculs, certes limités comme le gel de la hausse de la taxe carbone, et parfois compatibles avec son projet comme la hausse de la prime d'activité, et l'a obligé à ouvrir ce grand débat dont il se serait bien passé. »

À présent que s'achève la première phase de ce débat, s'ouvre une immense bataille politique sur les conclusions à en tirer.

Des 10 propositions à notre campagne européenne

« Avec la présentation des 10 propositions pour la France, nous avons été la première force politique à être reçue par le Premier ministre pour présenter les propositions que nous avons travaillées en cherchant à nous nourrir des exigences populaires exprimées. » (Voir sur ce sujet l'article dans ce numéro de Christian Picquet).

Il s'agit à présent d'aider l'opinion à faire le lien entre ces 10 propositions et le combat pour refonder la construction européenne. « Ce que que nous proposons pour la France est en contradiction avec les politiques européennes néolibérales. Aussi, notre bataille pour la réalisation de ces propositions est indissociablement une bataille en France et en Europe. »

Améliorer l'identification de notre liste, d'autre part, suppose de conforter son positionnement original, de l'identifier à des propositions à la fois radicales et crédibles qui incarnent « l'Europe des gens » que nous voulons construire, à l'opposé de la dictature de l'argent.

Élargir le rassemblement, enfin, c'est « renforcer la visibilité politique de notre liste, et tout en continuant de tendre la main aux forces et personnalités qui partageraient notre ambition, montrer notre détermination à peser dans cette élection européenne et à aller jusqu'au bout pour porter notre projet et faire élire le maximum de député·e·s européen·ne·s communistes ».

Cela signifie batailler notamment contre l'exclusion de notre liste des débats télévisés sur les chaînes publiques, mobiliser les élus communistes et au-delà qui pourraient soutenir notre liste avec l'objectif d'afficher le soutien de plusieurs centaines, voire milliers d'élu·e·s à notre liste que nous pourrions rendre publics début mai ; travailler à un comité de soutien national et des comités locaux au-delà de nos élu·e·s pour associer des personnalités locales, associatives, syndicales ou politiques qui soutiennent notre liste ; mobiliser des réseaux en lien avec les candidat·e·s de la liste ; améliorer l'efficacité de nos gestes militants.

« Tout ce travail doit être mené en préparant le dernier mois de campagne, car c'est à ce moment que se déterminera la majorité de nos concitoyen·ne·s qui parfois, nous le savons, ne font même leur choix qu'au moment de leur entrée dans l'isoloir. Il nous faut donc dès maintenant recueillir le maximum de contacts et constituer les équipes qui feront des relances mails et téléphoniques des électeurs dans les 15 derniers jours de campagne.

71 jours mes camarades. 71 jours de bataille politique pour porter les exigences populaires dans notre campagne européenne. 71 jours pour valoriser nos candidates et candidats et nos propositions. 71 jours d'initiatives faisant grandir le rassemblement pour notre liste. 71 jours de mobilisation dans la proximité. 71 jours d'espoirs et d'audace pour déjouer le scénario dominant et faire élire le maximum de député·e·s communistes. Cela doit être notre unique feuille de route. » ✪



Jean-Louis Olivier

Finistère • Campagne des européennes

La campagne européenne dans le Finistère se mène tambour battant, avec un comité de soutien public à la liste du PCF qui réunit déjà plus de 420 personnes dans le département, dont de nombreux non communistes, syndicalistes, militants associatifs, sympathisants Front de gauche.

Nous avons lancé la campagne avec le meeting de Ian Brossat, avec Glenn Le Saoût, Cindérella Bernard, au Relecq-Kerhuon dans la région brestoise le 1er février 2019 (180 personnes), précédé par des rencontres-débats avec des acteurs de l'économie maritime finistérienne et des gilets jaunes. Un autre moment fort a été la réunion publique sur le Brexit avec Patrick Le Hyaric, Glenn Le Saoût, Cindérella Bernard, le 2 mars à Roscoff (80 personnes), puis la réunion publique sur l'égalité femmes-hommes au Relecq-Kerhuon le 9 mars avec Fabienne Bodin (CGT) et Cindérella Bernard, présidente du groupe communiste au Conseil départemental des Côtes-d'Armor, première adjointe et candidate aux européennes (45 personnes). En plus, plusieurs autres rendez-vous de notre liste aux européennes du 26 mai prochain sont d'ores et déjà prévus.

Le vendredi 5 avril, 18 h, à Morlaix, nous accueillons Maryam Madjidi dans le cadre de nos séances mensuelles d'éducation populaire autour de son roman *Marx et la poupée* (prix Goncourt du premier roman 2017, prix Ouest-France étonnants voyageurs). Après deux rencontres en librairies à Morlaix et à Brest et une visite de la nouvelle médiathèque des Capucins à Brest, Maryam Madjidi, n° 8 sur la liste "Pour l'Europe des gens, contre l'Europe de l'argent », animera une réunion publique européennes sur le droit d'asile, l'accueil des exilés, à la fac Ségalen de Brest le samedi 6 avril à 18 h.

Le samedi 19 avril à 18 h à Quimper nous organisons une réunion-débat Europe pour la défense des services publics avec Marie-Pierre Vieu, Laurent Brun (CGT cheminots), Glenn Le Saoût, des syndicalistes comme Jean-Marc Cléry, porte-parole FSU Bretagne.

Le mercredi 1er Mai est prévue à Morlaix une intervention politique de Cindérella Bernard, candidate sur la liste à 15 h à la fête du Viaduc de Morlaix (400 pers.).

Le lundi 6 mai, Alain Pagano interviendra sur la question des enjeux des réponses à donner à la crise climatique, à la fac de sciences de Brest.

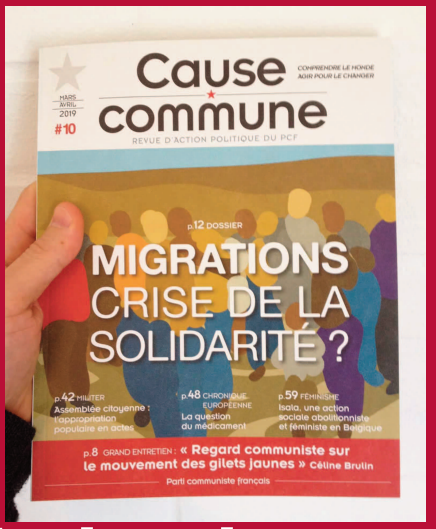
Le samedi 18 mai nous aurons un meeting de fin de campagne à Morlaix avec Glenn Le Saoût et Lassana Bathily, le président du comité de soutien de Ian Brossat qui a sauvé plusieurs vies à l'hyper cacher en 2015.

Et d'autres réunions publiques sont encore en cours de préparation : une réunion sur l'agriculture avec des candidats aux européennes dans le sud du département, un banquet pour la survie du journal *l'Humanité* le 11 mai.

Ille-et-Vilaine



Le n° 10 de la revue Cause commune est paru



Spécial migrations



Liste communiste

Rencontre nationale des candidat·e·s

Le 5 mars dernier se tenait à Fabien une rencontre des candidat·e·s de la liste communiste aux européennes, une rencontre qui était aussi une réunion de travail. Ian Brossat introduisit les débats, rappelant qu'une des forces de la liste était à la fois sa diversité et sa proximité avec le mouvement social.

Député honoraire, Francis Wurtz développait quelques idées fortes. Concernant par exemple les pouvoirs du Parlement européen, car on peut entendre ici ou là que cette institution ne servirait à rien, et donc voter serait inutile (les jeunes s'étaient abstenus à 73 % aux dernières élections). Or ce Parlement dispose d'un vrai pouvoir législatif, d'un pouvoir budgétaire et il exerce un contrôle sur la Commission. Bref, il a énormément de pouvoir. S'abstenir, c'est faire le jeu des possédants. Comment la liste communiste peut-elle faire la différence ? Elle a une histoire : le PCF est le seul parti représenté au Parlement à n'avoir jamais voté pour un traité libéral. Il a joué un rôle actif dans le mouvement de 2005 (Non à l'Europe libérale) ; il a multiplié les initiatives sur les questions sociales, de paix, sur le rassemblement des progressistes d'Europe. Critique de l'Europe libérale, il n'entend pas en même temps se laisser entraîner dans une spirale anti-européenne. La renaissance européenne, c'est nous et non pas Macron, a-t-il été dit.

De son côté, Vincent Boulet est revenu sur quelques axes de campagne : coopération dans le respect des souverainetés; opposition à la "règle" des 3 % de déficit public, un terrible carcan ; égalité travailleurs et travailleuses locaux, égalité pour les travailleurs détachés ; plan d'investissement pour les services publics ; fonds européen pour les questions sociales ; moratoire sur la libéralisation des services publics ; cadre fiscal commun pour les multinationales ; COP fiscale ; alignement des droits par le haut ; paix et sécurité collective.

Un large débat s'ensuivit. Comment s'adresser aux électeurs ? Quels éléments mettre en avant ? Il a été question de paix, des migrants, de la jeunesse, d'écologie qui doit être punitive pour les multinationales, pas pour les gens, d'agriculture, de traits à renégocier, des délocalisations, des luttes en Europe, de pôles publics européens à construire, des droits des femmes, de ceux des LGBT, de démocratie, de culture.

La discussion a aussi porté sur des idées de communication : envie de voter, présence sur les réseaux sociaux, relier la campagne à du concret, inscription sur les listes électorales (jusqu'au 31 mars), diffusion du bilan des sortants…

Il a beaucoup été question de proximité "qui est notre force" : comment être visible, vu de tous ; les appels à voter ; rappeler cette date du 26 mai, jour de l'élection ; rôle des candidat·e·s ; lieux de contact (marches, porte-à-porte)…



Vidéo de Fabien Roussel sur LCP Public Sénat



Ian Brossat lors de l'initiative chez Amazon

Un représentant du Parti communiste martiniquais est intervenu sur la nécessité de revoir toutes les relations avec l'Union européenne.

En conclusion, Ian Brossat en appelait à la multiplication des réunions publiques et des déplacements des candidat·e·s. Pierre Lacaze évoquait quelques grandes initiatives, le 16 mai meeting à Paris, le 23 mai clôture de la campagne dans le Nord. Fabien Roussel, enfin, souhaitait « que les 23 000 militants communistes qui ont participé au vote, et au-delà bien sûr, soient les acteurs/actrices de la campagne ». ✪

Die Linke en congrès

Pour une Europe solidaire, contre l'Union européenne des millionnaires



Die Linke est un parti qui compte en Allemagne et en Europe et son congrès du 22 au 24 février à Bonn en vue des élections européennes a fait l'objet d'une importante couverture médiatique et a été très suivi par les délégations étrangères invitées, pour la France le PCF. Le congrès avait pour tâche d'adopter le programme électoral de Die Linke et de choisir la liste de ses candidat.e.s pour le Parlement Européen.

En novembre et décembre 2018, trois conférences régionales avaient précédé le congrès pour discuter les grandes lignes du projet de programme intitulé : *« Pour une Europe solidaire pour les millions de gens, contre l'Union européenne des millionnaires »*. Au sein de Die Linke, la question de la construction européenne a toujours fait l'objet de vifs débats internes entre les différents courants qui existent dans le parti. Aujourd'hui, personne ne plaide pour une sortie de l'Union européenne, les débats portent principalement sur les possibilités ou non de réformer le fonctionnement de l'Union européenne et de la Banque Centrale européenne. Mais même s'il existe des divergences dans le parti, on a pu noter que les débats ont été plus sereins et moins polémiques qu'il y a cinq ans où s'affrontaient partisans et adversaires de l'euro. Cette année, les débats ont porté sur la meilleure manière de combattre les traités existants et sur l'action nécessaire pour promouvoir une autre Europe, plus solidaire, plus pacifique, plus démocratique.

La question de la transition écologique a également été très présente dans les débats qui ont souligné l'urgence de mettre fin aux énergies carbonées et d'accélérer au niveau européen les mutations nécessaires. Un autre sujet important a été la question des réfugiés et des migrants dont on sait comment elle est exploitée par les populistes d'extrême droite du parti AfD qui a progressé depuis quelques années en en faisant son fonds de commerce. Die Linke se prononce sans ambigüité en faveur d'une Europe ouverte qui organise l'accueil des réfugiés et qui combat non pas les migrants mais les causes profondes des migrations.

> ***"Transformer l'UE actuelle et modifier les traités pour renverser les priorités"***

La tonalité générale du programme électoral adopté par le congrès est de transformer l'UE actuelle et de modifier les traités pour renverser les priorités et mettre au premier plan la satisfaction des besoins de la majorité des gens et non pas la liberté du marché. Le programme met l'accent sur le pouvoir d'achat et sur l'emploi en proposant des mesures fortes comme un Smic européen et des programmes publics européens contre le chômage, en particulier des jeunes ; également des programmes européens de construction de logements sociaux. Die Linke propose une fiscalité juste et harmonisée entre les pays de l'UE permettant notamment de combattre le dumping fiscal et de taxer les grandes entreprises là où elles exercent leur activité. Elle développe en détail la politique nécessaire pour lutter contre le réchauffement climatique et préserver notre avenir. Elle se prononce pour une action résolue contre la militarisation de l'UE, pour le désarmement et le refus de l'OTAN, pour l'arrêt des exportations militaires.

Die Linke a la volonté de mener une campagne positive qui dessine des perspectives de lutte et de construction d'une nouvelle Union Européenne. La liste des candidats rassemble les diverses sensibilités qui se sont exprimées ; le congrès a su dépasser les clivages pour faire de Die Linke à la fois une force de combat et de proposition et les deux têtes de liste, Martin Schirdewan, 43 ans, de Berlin, et Özlem Demirel, 34 ans de Rhénanie Westphalie, marquent une volonté de rajeunissement et de renouvellement qui illustre les ambitions de Die Linke pour l'UE du futur.

Die Linke et le PCF travaillant ensemble au sein du Parti de la gauche européenne, il n'est pas surprenant de retrouver de nombreux éléments communs dans les propositions que les deux partis soumettent aux électeurs. Cette étroite convergence « pour l'Europe des gens, contre l'Europe de l'argent » est le gage d'une coopération pérenne qui s'approfondira encore dans les années à venir. ✪

Alain Rouy
Commission des Relations internationales du PCF



Statut de l'élu communal

Proposition de loi présentée par le sénateur du Var Pierre-Yves Collombat, rattaché au groupe communiste au Sénat. Extraits.

« La commune est le terreau dans lequel s'enracinent la République et la démocratie française, premier garant de la cohésion sociale, premier pourvoyeur de services publics de proximité, premier investisseur public, directement ou indirectement, deuxième employeur public…

Et pourtant les élus qui l'administrent, qui la font vivre sont toujours privés de la reconnaissance de leur fonction essentielle et de la sécurité que représenterait un statut de l'élu communal. Un statut, en effet, fixe l'ensemble des garanties et des obligations qui, s'attachant à une personne, à un groupe, à un territoire, les distingue des autres, facilitant ainsi l'accession du plus grand nombre aux fonctions électives, sans préjudice professionnel ou financier, et permettant la représentation de la population dans toute sa diversité.

Instituer un tel statut serait prendre - enfin ! - notre Constitution au sérieux qui donne un fondement politique aux institutions locales. Selon ses termes, *l'« organisation »* de la France est *« décentralisée »* (article 1er), *« les collectivités territoriales ont vocation à prendre les décisions pour l'ensemble des compétences qui peuvent le mieux être mises en œuvre à leur échelon »* et *« s'administrent librement par des conseils élus et disposent d'un pouvoir réglementaire pour l'exercice de leurs compétences »* (article 72).

Les communes sont donc loin d'être des institutions destinées à donner un vernis démocratique à une administration d'État déconcentrée et à offrir un passe-temps à des notables rentiers trouvant là des occasions de mériter leurs décorations et les fleurs sous lesquelles tout président de la République et tout ministre se sent obligé d'ensevelir les élus communaux. (…)

L'idée de statut de l'élu territorial, aujourd'hui encore, fait peur, le mot même demeure un gros mot. C'est ainsi que, depuis trente ans de promesses en engagements gouvernementaux, généralement aux alentours des congrès de l'Association des maires de France (AMF), on tourne autour et on atermoie. Et c'est pour les élus de la commune que l'hypocrisie bat des records, puisque pour eux seuls a été conservée la disposition de la loi du 21 mars 1831 prévoyant que *« les fonctions de maire, d'adjoint et de conseiller municipal sont gratuites »*. Cet hommage de la République à la monarchie de Juillet, à défaut de cohérence, ne manque pas de sel ! La loi du 21 mars 1831 sur l'organisation municipale ne prévoit-elle pas qu'*« aucun électeur ne pourra déposer son vote qu'après avoir prêté, entre les mains du président, serment de fidélité au roi des Français, d'obéissance à la Charte constitutionnelle et aux lois du royaume. »* ?

Accessoirement, supprimer l'article L. 2123-17 du CGCT, comme le propose le présent texte, permettrait de sortir du dilemme qui fait actuellement des indemnités de fonction soit le salaire d'une fonction publique croupion - le rapport Mauroy de 2 000 parle de salaires d'« agents civiques territoriaux » - soit une forme de dédommagement, facultatif, mais soumis à impôt et à cotisations sociales, ce qui n'est pas banal pour un dédommagement. Un dédommagement d'on ne sait de quoi (perte de revenu, frais divers ? …), cohabitant avec la compensation de frais annexes, tels les frais de représentation ! Actuellement, la seule chose certaine, c'est qu'on ne sait pas ce qu'est l'indemnité de fonction. Selon la circulaire du 15 avril 1992 relative aux conditions d'exercice des mandats locaux, par exemple, ce n'est ni un salaire, ni un traitement, ni une rémunération quelconque. (…)

On s'aperçoit donc, qu'outre la valeur symbolique de la reconnaissance de la fonction communale, créer clairement un statut de l'élu municipal est le seul moyen d'endiguer la dérive qui fait de l'élu territorial, et particulièrement communal, dans l'exercice de ses fonctions - fonctions exercées au nom de la collectivité et dans l'intérêt général - un simple citoyen ou un professionnel. (…)

Mais l'institution d'un statut de l'élu communal ne permettrait pas seulement de reconnaître les responsabilités particulières des administrateurs communaux élus et d'améliorer les conditions d'exercice de leur mandat, mais aussi de préciser les droits des conseillers municipaux, tout particulièrement ceux de l'opposition, trop souvent tributaires de la bonne ou mauvaise volonté du maire et de sa majorité. Pour que la commune soit réellement la « cellule de base » de la démocratie, il faut que ce soit le lieu du débat informé sur un pied d'égalité. En un temps où fleurissent les propositions de démocratie « post représentative », censée dépasser, vivifier le débat démocratique, de plus en plus transformé en débats parallèles, est une urgence. Avant de remplacer la démocratie représentative par des formules qui n'ont jamais montré leur supériorité, faisons-la fonctionner dans de bonnes conditions. La démocratie, ce n'est pas la domination de majorités automatiques, c'est d'abord le débat démocratique à égalité d'information. »


Jean-Louis Olivier

SOUSCRIPTION

Je verse :.....€

NOM :..... PRÉNOM :.....

ADRESSE :.....

.....

CODE POSTAL..... Ville.....

Chèque à l'ordre de "ANF PCF"
2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19
Si vous êtes imposable vous pouvez déduire 66 % de ce montant.

COMMUNISTES
2, place du Colonel-Fabien - Paris 19e - **COMITÉ DE RÉDACTION :** Igor Zamichiei (directeur), Yann Henzel, Méline Le Gourriérec, Gérald Briant, Laurence Patrice, Yann Le Pollotec, Emilie Lecroq, Julia Castanier, Denis Rondepierre, Lydia Samarbakhsh, Julien Zoughebi.
RÉDACTION : Gérard Streiff (Tél. : 01 40 40 11 06) Mèl : **communistes@pcf.fr** **RELECTURE :** Jacqueline Lamothe
MISE EN PAGES ET EN LIGNE : Zouhair@NAKARA.info (Tél. : 06 07 99 90 81) Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA